

Rassembler pour faire front. Proposer des alternatives partagées au service de toutes et tous.

Votez pour Action Syndicale!

Ces dernières années, les réformes ultra-libérales, destructrices et autoritaires, ont ouvert simultanément des fronts d'une rare brutalité sur lesquels le SNESUP-FSU s'est largement engagé. Dans ce contexte, le syndicalisme est fortement convoqué et contribue à mobiliser les collègues.

La Loi Orientation et Réussite des Étudiants (Parcoursup, réforme de la licence), la restructuration des sites via l'ordonnance « *relative à l'expérimentation de nouvelles formes de rapprochement, de regroupement ou de fusion des établissements d'ESR* », le gel croissant des postes éliminant de l'accès à l'emploi de MCF nombre de docteur·es qualifié·es et l'augmentation des droits d'inscription pour les étudiant·es extra-communautaires, préfigurent un modèle d'ESR ancré dans l'austérité et ouvert à la marchandisation. Les réformes des lycées, du baccalauréat, de la formation des enseignant·es (loi Blanquer), celle du DUT et l'attribution possible de grade de Licence aux bachelors, s'inscrivent dans une même logique malthusienne.

La réforme des retraites, avec la mise en place du système de répartition par points, et celle de la fonction publique qui menace le statut de fonctionnaire et l'égalité de traitement sur le territoire, augurent de nouvelles régressions sociales, s'ajoutant à l'intolérable gel des salaires et des pensions. Cette avalanche fait pendant aux contre-réformes territoriales qui éloignent les citoyen·nes des décisions.

L'engagement minimal de l'État face à l'urgence climatique illustre tragiquement une soumission au modèle capitaliste néolibéral. Aux demandes de justice, sociale, fiscale et écologique (mouvement des gilets jaunes, de la jeunesse, multiples batailles syndicales...), le gouvernement répond par une violence institutionnalisée et une restriction des libertés.

Sur ces fronts, le SNESUP, dans la FSU, agit pour la défense et la conquête d'avancées pour la protection sociale, les retraites, la démocratie, les services publics, le système éducatif, l'ESR et ses personnels. Il porte régulièrement des dynamiques intersyndicales dans les mobilisations comme dans les instances nationales et locales (CNESER, CTMESR, CTU, CTE, CoNRS, etc.). Les militant·es AS sont pleinement impliqués dans cet engagement. Dans un contexte marqué par une montée de l'extrême droite, les batailles pour un service public de l'ESR de qualité, ouvert à toutes et tous, visent à élever la qualification des nouvelles générations, sans discrimination sociale ou de genre, et à mener dans tous les domaines de la connaissance, une recherche affranchie des pouvoirs politiques, économiques, religieux ou militaires.

Amplifier les collectifs de travail pérennes et diversifier les leviers d'action

Depuis notre dernier congrès d'orientation, les mobilisations se sont multipliées. Localement, elles ont été de nature et d'intensité diverses. Ici, des motions, des délégations, parfois des blocages avec interventions policières musclées. Ailleurs, une quasi-passivité. Les tensions et fractures entre collègues sur des sujets sensibles (sélection/Parcoursup, fusions, arrêté licence, primes, évaluations, etc.) ne cessent de croître. Les collectifs demandent à être renforcés dans la défense de nos valeurs.

La participation de la direction nationale à des assemblées de sections d'établissement a encore permis de constater la dégradation des conditions de travail tant la pression locale est forte et la charge de

travail excessive. La mise en place de stages syndicaux déconcentrés est une piste à investir. Encourager et développer les sections locales et les liens entre syndiqué·es des nouvelles structures universitaires issues de fusions, regroupements ou rapprochements est une nécessité. Notre syndicat doit mobiliser au plus près du terrain, dans les laboratoires, départements, établissements et aux niveaux national et européen pour peser par ses actions sur les politiques de l'ESR et leurs effets, afin que les collègues ne subissent plus de situations de domination ou d'injonctions contradictoires, mais retrouvent le sens de leurs missions, le plaisir du travail collectif, dans le plein exercice de leurs libertés académiques et la perspective de l'égalité femmes-hommes.

Rassembler et s'engager dans des luttes à toutes les échelles

Après les lois LRU et ESR, le fonctionnement et l'organisation des universités ont profondément été mis à mal, mais les universités sont face à un nouveau tournant. L'ordonnance « expérimentation » facilite les processus de fusion et de déréglementation. Dans ces universités secouées par des restructurations souvent dictées par une vision ordo-libérale de l'ESR, l'attention accordée aux conditions d'exercice de nos missions est réduite à la portion congrue.

Alors que la quête effrénée de financements sur projet (et ses logiques concurrentielles et chronophages) a dévasté la recherche, transformé nos façons de travailler et accru les risques d'éloignement durable de la recherche pour une partie des collègues, les nouveaux appels à projet de formation (NCU) visent à répliquer, sur nos pratiques pédagogiques, des processus délétères que la loi de programmation de la recherche et la récente dérégulation du cycle Licence ne feront qu'accentuer.

Plus largement, le projet de réforme de la fonction publique lance un nouvel assaut sur les instances de dialogue social. Pour les collègues du second degré, les commissions administratives paritaires (CAP) ne seraient plus des instances de recours, ni même consultées, ce qui ne peut qu'inquiéter à propos du rôle futur du CNU. La disparition envisagée des CHSCT restreindrait quant à elle les possibilités de contrôle en matière de santé, de sécurité et de conditions au travail. Enfin, ce projet organise la disparition progressive de l'emploi statutaire et de ses garanties, en lui substituant l'emploi précaire.

L'avenir qui se dessine est préoccupant et les forces syndicales doivent jouer leur rôle mobilisateur, œuvrer aux rassemblements et convergences avec leurs allié·es habituel·les ou potentiel·les et ouvrir une contre-offensive pour défendre et revaloriser nos métiers, l'Université et ses institutions. Plusieurs décisions du MESRI (dissolution de conseils centraux, interventions directes vers des présidences d'université, etc.) ont constitué des actes inacceptables de mise au pas, symptomatiques d'une « caporalisation » généralisée de l'ESR où oser porter une voix discordante devient difficile, voire impossible.

Dans ce contexte, pour Action Syndicale, il est indispensable de faire entendre la voix du SNESUP-FSU, porteuse d'alternatives argumentées, en prise avec la réalité quotidienne de l'exercice de nos métiers et avec la réalité sociale et écologique du pays. Défendre les collègues, et les étudiant·e-s, de plus en plus exposé·e-s aux dérives locales, susciter le débat, porter des analyses partagées et des projets émancipateurs qui rassemblent et entraînent dans la lutte le plus grand nombre : telle est notre conception du syndicalisme.

*** Pour une fonction publique garantissant des services publics
de qualité**

pour toutes et tous

*** Pour un enseignement supérieur public, gratuit, ouvert à toutes et tous**

*** Pour une recherche publique largement financée sur crédits récurrents**

*** Pour une revalorisation des carrières, des salaires et des pensions**

*** Pour des emplois statutaires et la résorption de la précarité**

*** Pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes et la disparition
de toute forme de discrimination et de violence**

*** Pour l'amélioration des retraites et l'abandon du projet de retraites par points**

*** Pour l'engagement dans la transition écologique**

Liste des plus de 150 signataires au 7/06

Jean Amar (maths, Paris Sud, retraité), **Bassir Amiri** (histoire, Besançon), **Catherine Armengaud** (sciences, Toulouse 3), **Michèle Artaud** (maths, ESPE, Marseille), **Thierry Astruc** (maths, ESPE, Nice), **Jean-Philippe Attane** (physique, Grenoble), **Philippe Aubry** (informatique, Paris 6), **Oussama Barakat** (informatique, Besançon), **Evelyne Barbin** (épistémologie, Nantes, retraitée), **Marie-Jo Bellosta** (informatique, Paris-Dauphine), **Sylvie Bepoix** (histoire, Besançon), **Anne-Marie Bernardi** (langues, Marseille, retraitée), **Noël Bernard** (maths, Chambéry, retraité), **Joël Blot** (maths, Paris 1), **Marc Boninchi** (droit, Lyon 3), **Stéphane Bonnéry** (Sciences de l'éducation, Paris 8), **Carmen Boucher** (retraitee, sorbonne université), **Patrick Bouchet** (Staps, Dijon), **Pierre Boutan** (lettres, ESPE Montpellier, retraité), **Françoise Brunel** (Histoire, Paris 1, professeur honoraire), **Florent Calvayrac** (chimie, Le Mans), **Sébastien Celles** (physique, IUT, Poitiers), **Peggy Cénac** (mathématiques, Dijon), **Gérard Cendrés** (droit, Bordeaux, retraité), **Marc Champesme** (informatique, Paris 13), **Pierre Chantelot** (mécanique, Marne la Vallée), **Hélène Chardin** (chirurgie dentaire, biologie, Paris 5), **Dominique Charrier** (Staps, Paris Sud), **Hervé Christofol** (mécanique, ISTIA, Angers), **Sidoine Corbin** (sciences économiques, Paris 1), **Muriel Coret** (sciences du langage, ESPE, Poitiers), **Marie Cottrell** (maths, Paris 1, professeur émérite), **Jean-François Daian** (physique, Grenoble, retraité), **Vincent Danjean** (informatique, Grenoble), **Cécile Daude** (lettres, Besançon), **Isabelle De Mecquenem** (philosophie, ESPE, Reims), **Jérôme Deauvieu** (sociologie, ENS Ulm), **Marc Delepoue** (maths, Lille 1), **Jacqueline Descarpentries** (sciences de l'éducation, Paris 8), **Hervé Diot** (section 35, La Rochelle), **Karine Doré-Mazars** (psychologie, Paris Descartes), **Alain Drillat** (physique, Grenoble), **Christine Duprat** (chimie, IUT, Toulouse), **Lionel Dutheil** (génie mécanique, Marne la Vallée), **Mohamed Embarki** (français langues étrangères, Besançon), **Didier Fasquelle** (génie industriel, université du Littoral), **Laurence Favier** (sciences info-com, Lille 3), **François Favory** (histoire, Besançon, retraité), **Alain Ferrarini** (génie informatique, polytech Marseille), **Antoine Ferry** (sciences économiques, Paris 1, retraité), **Michel Fodimbi** (retraitee, Lyon 1), **Daniel Frandji** (ESPE, Lyon), **Maryse Gadreau** (lettres, Dijon), **Ghislaine Gallenga** (ethnologie, Marseille), **Yann Garcenot** (anglais, Aix-Marseille), **Olivier Garet** (maths, université de Lorraine), **Jean-Claude Garric** (physique, IUT, Toulouse 3, retraité), **Patrice Gaubert** (sciences éco, Paris 1, retraité), **Olivier Gebuhrer** (maths, Strasbourg, retraité), **Martine Gest** (histoire, ESPE, université Rouen-Normandie), **François Giligny** (Archéologie, Paris 1), **Parisa Godhous** (informatique, Lyon 1), **Michel Grossmann** (Photonique, Strasbourg ULP, retraité),

Jean-Pierre Guelfucci (chimie, Toulouse, retraité), **Olivier Guerrier** (Toulouse 2), **Fabrice Guilbaud** (sociologie, Amiens), **Philippe Guy** (mécanique, INSA Lyon), **David Helbert** (génie informatique, Poitiers), **Maurice Hérin** (géographie, Le Mans, retraité), **Jean-Pierre Jardin** (IUT St-Denis, Paris 13, retraité), **Pierre Jardon** (chimie, Grenoble, retraité), **Gisèle Jean** (sciences économiques et sociales, Poitiers, retraitée), **Mohamed Jouini** (chimie, Paris 7), **Anne Joulain** (physique, Poitiers), **Claudine Kahane** (astrophysique, Grenoble), **Fabien Knittel** (histoire, Besançon), **Sébastien Laforge** (chimie, Poitiers), **Stéphanie Laguérodié** (économie, Paris 1), **Jean-Paul Lainé** (chimie, Rouen, retraité), **Jacob Lamblin** (physique, Grenoble), **Gilles Laschon** (maths, IUT, Orsay), **Gérard Lauton** (maths, Créteil, retraité), **Michelle Lauton** (maths, Paris Sud, retraitée), **Frédéric Lebaron** (sociologie, ENS Paris-Saclay), **Daniel Lebaud** (linguistique, Besançon, professeur émérite), **Lucien Leclercq** (chimie, Lille, retraité), **Lionel Leduc** (retraité, La Réunion), **Michel Lehmann** (musicologie, Toulouse 2), **Hervé Lelièvre** (muséum d'histoire naturelle, retraité), **Hervé Lelourec** (maths, Nantes, retraité), **Emmanuel de Lescure** (sociologie, Paris 5), **Arnaud Le Ny** (maths, Créteil), **Stéphanie Loncle** (architecture, Caen), **Isabelle Luciani** (AMU), **Corinne Luxembourg** (ENSAPLV, géographie, Paris 1), **Charly Machemehl** (Staps, Rouen), **Gaël Mahé** (informatique, Paris 5), **Michel Maric** (économie, IUT, Reims), **Cécile Mary Trojani** (espagnol, Toulouse 2), **Caroline Mauriat** (chimie, Aix-Marseille), **Claude Mazauric** (histoire moderne et contemporaine, Rouen, professeur émérite), **Simone Mazauric** (philo-histoire des sciences, Nancy, professeur émérite), **Marie-Claire Mery** (lettres, Dijon), **Anne Mesliand** (communication, Aix-Marseille), **Jean-Michel Minovez** (histoire, Toulouse 2), **Benoit Montabone** (Géographie, Rennes 2), **Florence Mouchet** (Toulouse 2), **Anne Marie Moulis** (Toulouse 2), **Jean-Luc Nardone** (Toulouse 2), **Marc Neveu** (informatique, Dijon), **Emmanuelle Nigues** (documentation, Créteil), **Frédéric Noël** (génie industriel, INP, Grenoble), **Cécile Ottogalli** (Staps, Lyon 1), **Gabriele Padberg** (langues et littérature romanes, Besançon), **Françoise Papa** (techno info-com, Grenoble), **Vincent Peyrot** (pharmacie, Marseille), **Alain Policar** (sociologie, Limoges, retraité), **Clotilde Policar** (chimie, ENS-Paris), **Alain Portron** (économie, Le Havre, retraité), **Anne Raskine** (maths, Marne la Vallée), **Yohann Rech** (Staps, Rennes 2), **Luc Robène** (sciences de l'éducation, Bordeaux), **Anne Roger** (Staps, Lyon 1), **Philippe Rousseau** (grec, Lille 3, retraité), **Frédérique Roux** (Staps, Rennes 2), **Sabine Rozier** (Sciences po, Paris-Dauphine), **Joseph Rynkiewicz** (maths, Paris 1), **Françoise Salardaine** (lettres, IUT, Poitiers), **Nicolas Sandeau** (milieux dilués et optique, Marseille), **Marie-Jean Sauret** (professeur émérite, Toulouse), **Jacques Saury** (Staps, Nantes), **Jean-Pierre Sceaux** (mathématiques, Le Havre, retraité), **Claude Seureau** (biologie, Paris 6, retraité), **Christophe Sicot** (mécanique, Ensma, Poitiers), **Nicolas Sieffert** (chimie, Grenoble), **Philippe Sindzingre** (physique, Paris 6), **Julie Sorba** (sciences du langage, Grenoble), **Ilaria Taddei** (histoire médiévale, Grenoble), **Najat Tahani** (acoustique, Le Mans), **Stéphane Tassel** (génie mécanique, Marne la Vallée), **Florent Tétard** (chimie, IUT, Paris 13), **Antoine Thepaut** (sciences de l'éducation, ESPE, Lille), **Catherine Toulgoat** (physique, Marne-la-Vallée), **Myriam Tsikounas** (histoire, Paris 1), **Anne-Hélène Le Cornec Ubertini** (sciences info com, Nice), **Gilles Uhlrich** (Staps, Paris Sud), **Alet Valero** (espagnol, Toulouse 2), **Marie-Jeanne Verny** (occitan, Montpellier), **Jean-Paul Villette** (économie, Strasbourg), **Stéphanie Volteau** (sciences du langage, ESPE, Poitiers), **Christian Wadel** (IUT Saint-Denis, retraité), **Mustapha Zidi** (mécanique, Créteil), **Alexandre Zimmer** (électro-chimie des matériaux, Dijon)

Pour nous rejoindre ou en savoir plus :
anne.roger@snesup.fr